

Nette reprise de l'activité en Bretagne en 2021 mais des difficultés perdurent dans certains secteurs

L'année 2021 se caractérise par une nette reprise de l'activité. Elle a cependant de nouveau été marquée par l'épidémie de Covid-19, qui avait profondément bouleversé l'activité économique en 2020. Ces effets se cumulent avec la montée en puissance des difficultés d'approvisionnement et de recrutement et expliquent que la reprise soit contrastée selon les secteurs. Le tissu économique de la Bretagne et son attractivité confèrent à la région un bilan globalement plus favorable qu'au niveau national.

Après le choc de 2020, un rebond économique contrasté en 2021

En 2021, la reprise de l'activité économique s'effectue au rythme de l'amélioration progressive de la situation sanitaire, après une année 2020 marquée par de grandes disparités mensuelles au gré de l'intensité des restrictions.

Durant le premier confinement du printemps 2020, le creux d'activité le plus marqué se situait en avril. Mesurée par le nombre d'heures rémunérées par les employeurs à leurs salariés (hors chômage partiel), l'activité avait alors chuté de 33 % en France par rapport à avril 2019 et de 31 % en Bretagne ► **figure 1**. Lors du second confinement de l'automne 2020, l'activité était moins affectée. En novembre 2020, elle se plaçait en retrait de 7 % en Bretagne par rapport novembre 2019 (-10 % au niveau national).

Le troisième confinement du printemps 2021, moins restrictif, s'accompagne en avril 2021 d'un repli de l'activité salariée de 5 % en Bretagne, moins prononcé qu'au niveau national (-8 % par rapport à avril 2019). Cependant, les restrictions sanitaires ont un effet hétérogène selon les secteurs. Les fermetures prolongées des cafés et restaurants de novembre à mai 2021 limitent fortement l'activité salariée dans l'hébergement-restauration, réduite chaque mois de plus de moitié par rapport au même mois de 2019.

À partir de juin 2021, la levée des restrictions entraîne un net rebond dans l'hébergement-restauration et une activité salariée globale au-dessus de son niveau de 2019 dans la région. Ce regain d'activité par rapport à la situation d'avant-crise s'établit à +2,8 % en moyenne au second semestre 2021. Il est plus prononcé qu'au niveau national (+0,8 %).

En 2021, le rebond de l'activité dans la région s'effectue en particulier grâce à la prolongation de mesures d'aides publiques (chômage partiel, Prêt Garanti par l'État) et au maintien d'un haut niveau de commandes. Cependant, la persistance des difficultés d'approvisionnement et de recrutement continue de peser sur le niveau d'activité et la rentabilité dans certains secteurs. Le chiffre d'affaires dans l'industrie rebondit de 4,7 %, après -4,9 % en 2020.

Il progresse dans tous les secteurs, excepté celui de la fabrication de matériels de transport (-18,6 %) où l'activité dans l'automobile recule. Les industriels ont accéléré leurs efforts d'investissements, seul le secteur des équipements électriques marque un repli. Dans les services marchands, l'augmentation du chiffre d'affaires (+10,8 %) est plus élevée qu'attendu (+5,2 % anticipé un an plus tôt). L'investissement reste modéré, porté par l'information et la communication. Dans la construction, la production se redresse nettement (+13,4 %). Toutefois, les difficultés de recrutement et d'approvisionnement, la volatilité des matières premières continuent de peser sur ce secteur. Le regain de visibilité en 2021 permet néanmoins aux entreprises de réaliser les investissements qu'elles avaient différés.

Le contexte mondial de la crise sanitaire continue d'affecter les échanges extérieurs. En 2021, le déficit commercial se détériore à un niveau historique. Les exportations se rapprochent de leur niveau de 2019 (11,6 milliards d'euros) mais les importations progressent plus fortement atteignant 13,2 milliards d'euros. Premier poste d'exportation de l'économie bretonne, les produits agroalimentaires progressent de 1,8 % par rapport à 2019, portés par les produits laitiers et ceux de la boulangerie et pâtisserie. L'accroissement des importations provient principalement de la hausse du prix des produits énergétiques.

Le trafic aérien reste perturbé, les immatriculations de véhicules ne se relèvent pas

En 2021, la crise sanitaire limite de nouveau le trafic aérien. Le nombre de passagers enregistrés dans les aéroports est environ deux fois moins élevé qu'en 2019. Le rebond de 38,4 % en 2021 n'a pas effacé la chute de 67,0 % en 2020. Le trafic aérien sur les lignes à bas coût poursuit sa forte baisse en 2021. Les aéroports de Brest et Rennes totalisent 98 % du trafic aérien de la région. Leur fréquentation reste en deçà du niveau de 2019 (respectivement -47,2 % et -53,7 %), malgré le rebond observé en 2021. L'activité des aéroports de Lorient, Dinard-Pleurtuit-Saint-Malo et Quimper, qui totalisaient 11 % du trafic aérien breton en 2019, s'effondre (-93,6 %).

Dans un contexte de pénurie mondiale de semi-conducteurs en 2021, les immatriculations de véhicules neufs ne progressent pas en 2021. Elles reculent de 18,0 % par rapport à 2019, un peu moins qu'en France (-21,5 %). Le repli atteint 23,4 % pour les véhicules particuliers en Bretagne. Le poids des véhicules à nouvelles motorisations progresse de 17 points en deux ans, pour atteindre 20 % de l'ensemble des voitures immatriculées en 2021.

L'emploi salarié est plus dynamique en Bretagne qu'en France

Au cours des six premiers mois de l'année 2021, les mesures de soutien à l'emploi ont été maintenues. Le recours à l'activité partielle a été important, avec en moyenne 71 000 salariés concernés par une demande d'indemnisation en Bretagne ► **figure 2**. Il a été plus massif en avril avec 105 400 salariés concernés, soit plus d'un emploi salarié du privé sur dix. À partir de juillet, le recours au dispositif diminue fortement : il concerne moins de 9 300 salariés en moyenne sur les six derniers mois de l'année.

En 2021, la Bretagne gagne près de 39 000 emplois salariés. Après -0,4 % en 2020, la hausse régionale de 3,2 % en 2021 est plus élevée qu'au niveau national (+2,8 %). Le redressement entamé dès le 3^e trimestre 2020 a permis à la région de dépasser son niveau d'avant-crise de fin 2019 dès le 1^{er} trimestre 2021. Ainsi, l'emploi breton est supérieur de 2,8 % à son niveau de fin 2019. En France, la hausse est moins prononcée (+1,5 %). À l'échelle des départements, le Morbihan présente la plus forte progression (+3,5 %). L'emploi augmente à un rythme proche du niveau régional dans les Côtes-d'Armor (+3,0 %) et en Ille-et-Vilaine (+2,6 %). Dans le Finistère, la hausse est moins soutenue (+2,3 %), tout en étant supérieure au rythme national.

Dans chaque grand secteur, l'emploi est plus dynamique en Bretagne qu'au niveau national. Dans le tertiaire marchand, l'emploi dépasse son niveau de fin 2019 (+3,1 %). Sont particulièrement moteurs l'intérim (+6,2 % soit 2 700 emplois), les services aux entreprises hors intérim (+5,1 % soit +5 300), l'information et communication (+5,0 % soit +1 500) et les services aux ménages (+4,1 % soit +2 300). Alors que

l'emploi dans l'hébergement-restauration retrouve son niveau d'avant-crise (+0,2 %), celui des transports est le seul à rester en dessous (-0,3 %).

L'emploi industriel progresse en 2021 et dépasse son niveau de fin 2019 de 1,4 % (+2 400), alors qu'il demeure inférieur en France (-1,1 %). Le rebond de l'intérim dans ce secteur en 2021 (+11,6 % entre fin 2020 et fin 2021) renforce la hausse de l'emploi direct, en particulier dans l'agroalimentaire. Cependant, depuis fin 2019, les difficultés d'approvisionnement pèsent sur l'emploi salarié dans la fabrication de matériels de transport (-4,1 %) et de biens d'équipements (-1,2 %). Dans la construction, l'emploi reste plus dynamique en Bretagne (+6,2 % depuis fin 2019, soit +4 500 emplois) qu'en France (+4,7 %). Le tertiaire non marchand gagne 9 300 emplois (+2,2 %), tiré par les activités liées à la santé (+4,5 %) et l'enseignement (+3,9 %). Dans l'agriculture, l'emploi augmente de 5,8 %, soit 3 points de plus qu'en France.

Le taux de chômage passe sous la barre des 6 % et le nombre de demandeurs d'emploi diminue fortement

Le taux de chômage en Bretagne s'établit à 5,8 % de la population active au 4^e trimestre 2021, son plus bas niveau depuis 2008. Il diminue de 0,9 point par rapport à son niveau d'avant-crise et demeure le plus faible taux des régions françaises. En France, il s'élève à 7,4 % de la population active. En Ile-et-Vilaine, le taux de chômage est particulièrement bas, avec 5,2 %. Il s'établit à 5,9 % dans le Morbihan, 6,2 % dans le Finistère et 6,3 % dans les Côtes-d'Armor.

En Bretagne, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) diminue de 16,0 % en 2021 et s'établit à 9,5 % sous son niveau d'avant-crise. La baisse bénéficie particulièrement aux jeunes de moins de 25 ans (-22,8 % en 2021). L'Ile-et-Vilaine enregistre le plus

fort recul (-21,2 %). La demande d'emploi diminue de 15,3 % dans le Morbihan. La baisse est similaire dans les Côtes-d'Armor (-12,8 %) et le Finistère (-12,7 %). En intégrant les demandeurs d'emplois exerçant une activité réduite (catégories B et C), en hausse de 5,9 %, le nombre d'inscrits en catégorie A, B ou C à Pôle emploi recule de 6,3 % en Bretagne.

En 2021, la reprise des embauches après la crise et la mise en œuvre du plan « 1 jeune, 1 solution » se traduisent par une nette hausse des entrées dans les dispositifs de contrats aidés (18 400 entrées en 2021, après 13 100 en 2020). L'apprentissage progresse de nouveau fortement (+34,9 % en 2021, après +53,0 % en 2020). Les contrats visant l'accompagnement des jeunes augmentent de 28,0 %, en particulier ceux liés au dispositif « Garantie jeunes » (+79,6 %).

Entreprises : nouveau record des créations, nouveau recul des défaillances

En 2021, le nombre de créations d'entreprises augmente de 24,0 % en Bretagne et atteint un nouveau record. La progression est supérieure à celle enregistrée en France (+16,7 %). Elle est de nouveau portée par les micro-entrepreneurs (+26,8 % en Bretagne) mais aussi par les sociétés qui bénéficient d'une augmentation inédite en dix ans (+28,9 %). Après le net repli observé en 2020, les défaillances d'entreprises reculent de nouveau en 2021 (-22,5 %), à un niveau historiquement bas.

Une activité en nette reprise dans le tourisme, dynamique dans la construction, en demi-teinte sur les marchés agricoles

En 2021, l'activité touristique reste rythmée par les restrictions sanitaires. Très pénalisée en début d'année, elle rebondit nettement à partir de l'été. Dans les hôtels, le déficit de nuitées entre mai

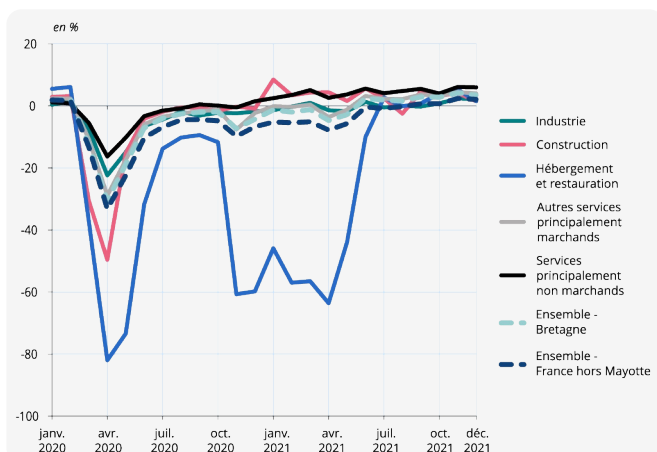
et décembre est nettement moins élevé en Bretagne (-10,7 % par rapport à 2019) qu'au niveau national (-25,2 %). Dans les campings bretons, la fréquentation se rapproche du niveau de 2019 (-3,8 %). Les autres hébergements collectifs touristiques de Bretagne font le plein, contrairement aux autres régions. Dans tous les types d'hébergement de Bretagne, la clientèle en provenance de l'étranger est restée peu présente. La fréquentation est portée par la clientèle résidente, particulièrement pour les emplacements équipés des campings (+17,8 %).

Dans la construction de logements neufs, les autorisations de construire et les mises en chantier s'inscrivent dans une dynamique beaucoup plus soutenue en Bretagne qu'en France. Les autorisations de construire s'envolent de 36,5 % et les mises en chantier de 27,9 % par rapport à 2019 (respectivement +4,1 % et +1,8 % au niveau national). Sur le marché de la promotion immobilière, les ventes rebondissent (+15,5 % en 2021 après -17,4 % en 2020) et la hausse des prix s'accroît (+8,6 % en deux ans).

Dans l'agriculture, les cours sont généralement soutenus. Le prix payé aux producteurs de bovins, de poulets, de lait et d'œufs de consommation augmente. Cependant, les filières biologiques des œufs et du lait présentent un déséquilibre entre l'offre croissante et le ralentissement de la consommation. Le cours du porc, en hausse début 2021, chute au second semestre sous l'influence de la demande chinoise restreinte. Parallèlement, les éleveurs sont confrontés à une envolée du coût des intrants en 2021. Ceux de l'énergie et des engrais explosent sous l'effet d'une forte demande internationale. Celui de l'alimentation animale suit la flambée des prix des céréales. ●

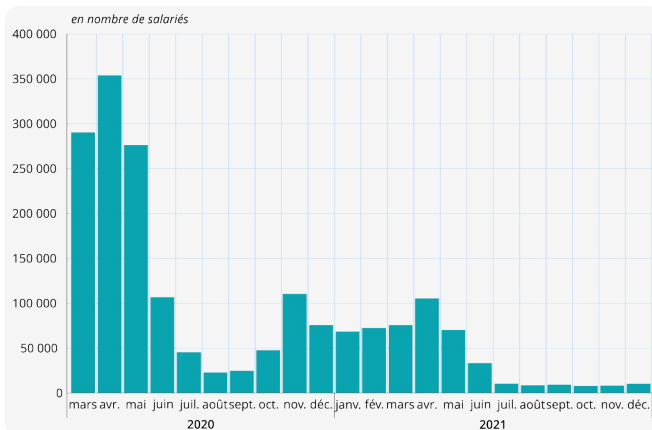
Auteurs :
Valérie Mariette, Agnès Palaric (Insee)

► 1. Évolution sectorielle mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 - Bretagne



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.
Sources : DSN - traitement provisoire, Insee.

► 2. Activité partielle : nombre de salariés concernés par une demande d'indemnisation - Bretagne



Note : données mensuelles brutes, provisoires pendant un an.
Source : ASP-DGEFP-Dares - Extraction du SI APART du 19 avril 2022.

En 2021, l'économie mondiale a rebondi après sa chute en 2020, l'amélioration de la situation sanitaire s'étant accompagnée d'un allègement des restrictions

En 2021, l'épidémie de Covid-19 est restée l'un des principaux déterminants de l'activité économique. L'apparition de variants a rythmé la propagation de nouvelles vagues, et, en conséquence, la poursuite des mesures de restrictions sanitaires. Celles-ci se sont cependant allégées, à mesure que les États apprenaient à limiter la propagation du virus – notamment par une campagne de vaccination à grande échelle – et que les ménages et les entreprises entraient dans le paradigme du « vivre avec ». Après la fermeture partielle des économies en 2020, qui avait fait plonger le PIB mondial à -3,1 % par rapport à son niveau de 2019, leur réouverture progressive en 2021 a engendré un rebond en partie mécanique, à 6,1 %¹. Ce rattrapage a néanmoins été hétérogène selon les pays ► **figure 1**. Ainsi, le rebond de l'activité en zone euro, certes vif (+5,2 %), l'a toutefois été moins qu'aux États-Unis (+5,7 %) ou que pour les économies émergentes (+6,8 %), malgré un recul de l'activité en zone euro plus important en 2020. L'économie du Royaume-Uni a davantage rebondi (+7,4 %, après une chute en 2020 parmi les plus fortes des pays européens) malgré l'incertitude liée au *Brexit*, finalement mis en œuvre au 1^{er} janvier. Enfin, l'activité en Chine a renoué avec une croissance vigoureuse (+8,6 %, après un ralentissement certes marqué de l'activité en 2020), même un peu supérieure à sa moyenne des années 2010 par effet de contrecoup. Ces évolutions hétérogènes selon les pays en 2021 sont notamment liées au rythme de diffusion du virus et aux stratégies sanitaires nationales (« zéro-covid », confinements, vaccination...), mais aussi aux spécialisations sectorielles (les branches des matériels et des services de transport, de l'hébergement-restauration ou encore des loisirs, sport et culture – et le tourisme en général – restant à des niveaux d'activité dégradés).

En France, l'activité a davantage rebondi en 2021 que dans la moyenne de la zone euro

Après une chute de 7,9 % en 2020, l'activité économique française s'est nettement redressée en 2021, à +6,8 %². La croissance y a donc été à la fois plus forte qu'en Allemagne (+2,9 %), où le choc de 2020 a été presque deux fois moindre, et qu'en Italie (+6,6 %) et en Espagne (+5,1 %), pourtant davantage affectées en 2020. En moyenne en 2021, le PIB français se situait 1,7 % en deçà de son niveau de 2019, un rattrapage assez vif par rapport à ses principaux voisins européens.

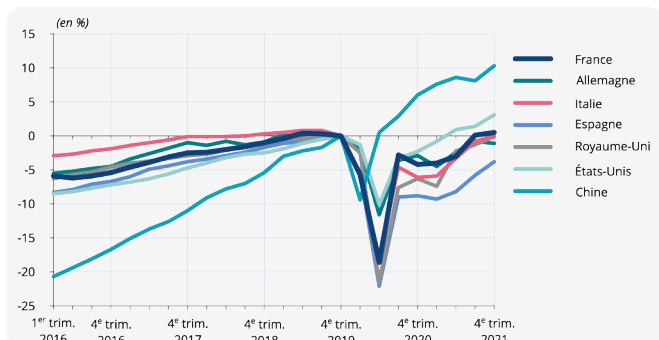
En miroir de la chute d'activité enregistrée en France en 2020, tous les principaux postes de la demande (hors stocks) participent à son rebond en 2021 ► **figure 2**. La plus forte contribution est celle de la consommation des ménages, de 2,7 points : les opportunités de consommer des ménages, bridées par les mesures de restrictions, se sont rétablies avec la réouverture progressive des magasins, des restaurants et cafés ou encore des activités culturelles et sportives. La contribution de l'investissement total a été du même ordre, portée par les entreprises (1,5 point) – en lien avec la reprise de l'activité, notamment après les fermetures de chantiers en 2020 et du fait d'un investissement en services très dynamique – et par les ménages (0,9 point) – avec un marché immobilier dynamique. La consommation des administrations publiques a contribué au rebond de l'activité à hauteur de 1,7 point, portée par les campagnes de tests et de vaccination. La contribution des échanges extérieurs a été faiblement positive, de 0,1 point : les exportations, plus affectées en 2020 que les importations, ont aussi plus fortement rebondi. Les importations comme les

exportations sont cependant restées à un niveau nettement inférieur à celui d'avant la crise sanitaire. En particulier, les exports et imports de tourisme se sont situés en 2021 à environ 40 % sous leur niveau de 2019.

Cet effet de miroir entre les évolutions de l'activité en 2020 et en 2021 a aussi été sectoriel, recouvrant toutefois des rattrapages hétérogènes selon les branches

En 2021, la valeur ajoutée totale a dans l'ensemble davantage rebondi que la consommation des ménages, après une baisse également plus marquée en 2020 ► **figure 3**. Les disparités selon les branches apparues en 2020 ont néanmoins persisté en 2021. Dans l'industrie, la fabrication de matériels de transport a faiblement rebondi en 2021, pénalisée à la fois par les difficultés d'approvisionnement (s'agissant de l'industrie automobile), et par l'état dégradé du tourisme mondial (s'agissant de l'aéronautique). Les services les plus affectés par les mesures de restriction – hébergement-restauration, transports, services aux ménages (sport, culture, loisirs) – ont poursuivi leur trajectoire de reprise, malgré un début d'année 2021 marqué à nouveau par l'épidémie. L'hétérogénéité ne s'est cependant pas résorbée, entre ces branches dont l'activité ou la consommation est restée en moyenne sous son niveau de 2019 et celles qui, ayant moins souffert de la crise sanitaire, s'en sont rapprochées ou l'ont dépassé (information-communication, services financiers...). Ce constat est aussi vrai à un niveau plus agrégé : en 2021, la valeur ajoutée est restée à un niveau par rapport à 2019 relativement plus dégradé dans l'industrie que dans les services, et inversement pour la consommation des ménages.

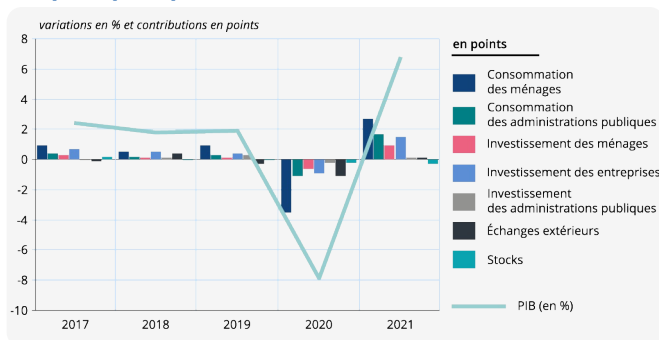
► 1. Écart du PIB par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2019



Lecture : au quatrième trimestre 2021, le PIB en France s'est situé 0,5 % au-dessus de son niveau du quatrième trimestre 2019.

Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA, NBSC.

► 2. Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

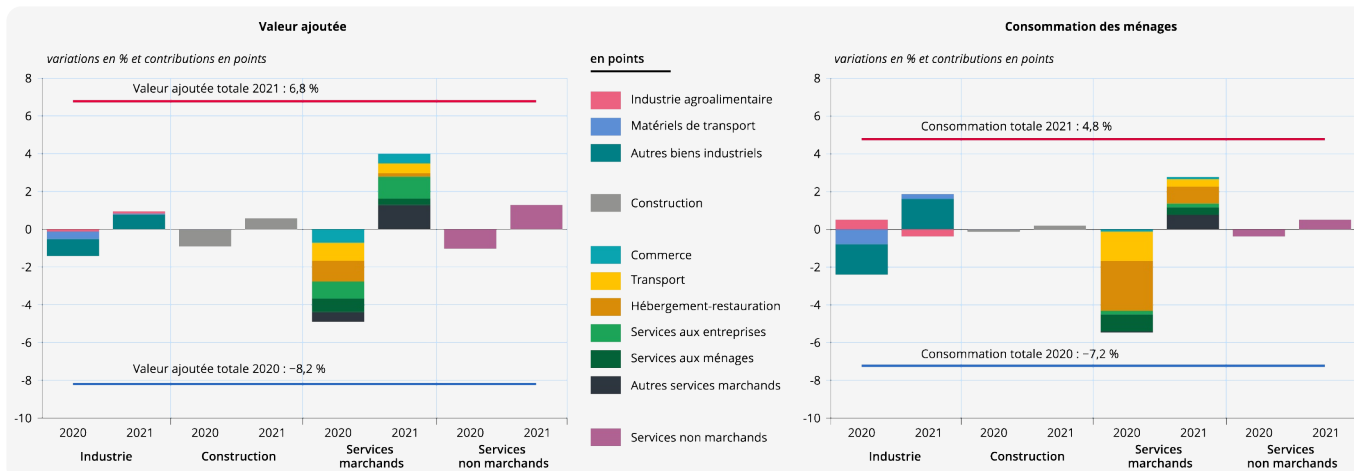


Note : les volumes sont corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Lecture : en 2021, le PIB, en volume aux prix de l'année précédente chaînés, a augmenté de 6,8 % ; la contribution de la consommation privée des ménages a été de 2,7 points.

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, base 2014 ; calculs Insee.

► 3. Variations annuelles et contributions des branches ou produits



Note : les volumes sont corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO). La valeur ajoutée totale est calculée hors impôts et subventions sur produits (contrairement au PIB).
Lecture : en 2021, la valeur ajoutée totale a augmenté de 6,8 %. La contribution des « autres services marchands » (services marchands hors commerce, transport, hébergement-restauration, services aux entreprises et aux ménages) a été de 1,3 point ; celle de l'ensemble des branches des services marchands a été de 4,0 points.
Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, base 2014 ; calculs Insee.

En 2021, l'emploi et la population active ont été dynamiques

Après une diminution en 2020 (-216 900 emplois en fin d'année, par rapport à la fin d'année 2019), d'ampleur largement moindre que celle de l'activité, l'emploi salarié a vivement rebondi en 2021 (+855 100 entre fin 2020 et fin 2021), repassant fin 2021 nettement au-dessus du niveau de la fin 2019³. Il est néanmoins resté en deçà de son niveau d'avant-crise dans l'industrie, tandis qu'il était particulièrement allant dans la construction, l'hébergement-restauration et les services aux entreprises. Le dispositif d'activité partielle, dont les conditions ont progressivement évolué au cours de l'année, ne concernaient en décembre 2021 qu'environ 400 000 salariés⁴ (contre 1 900 000 en janvier 2021).

Après des mouvements très heurtés en 2020 selon un effet en « trompe-l'œil »⁵, le taux de chômage a été quasi stable pendant les trois premiers trimestres de 2021, à environ 8 % de la population active, avant de refluer sensiblement à 7,4 % au quatrième trimestre. Le dynamisme de l'emploi au cours de l'année a en effet été d'abord contrebalancé par celui de la population active, qui a rejoint progressivement sa

trajectoire tendancielle d'avant la crise sanitaire puis l'a dépassé au troisième trimestre, avant de se replier légèrement par contrecoup au quatrième, conduisant à la baisse marquée du taux de chômage en fin d'année. Ces mouvements ont été particulièrement marqués pour les jeunes, dont le taux d'emploi a atteint un point haut depuis 1991, notamment sous l'effet des contrats en alternance.

En 2021, tiré par des revenus d'activité dynamiques, et quoique pénalisé par une inflation en hausse, le pouvoir d'achat par unité de consommation a progressé de 1,9 %

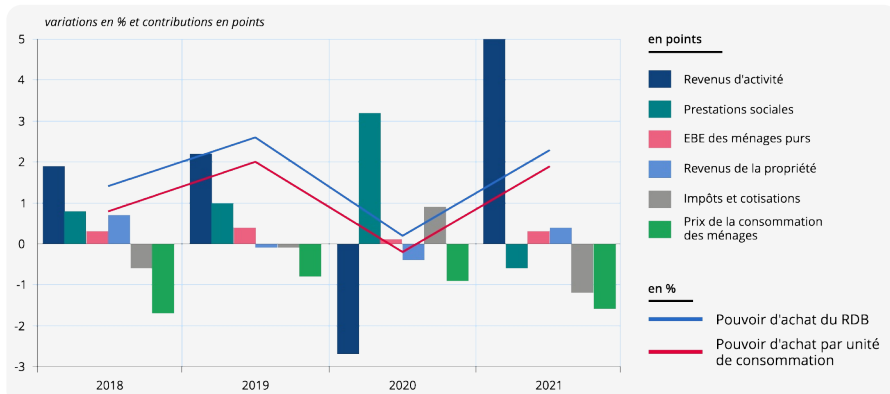
Après un ralentissement en 2020 (+1,1 %), le revenu disponible brut des ménages a progressé (+4,0 %), plus vivement encore qu'en 2018 et 2019. Le même effet de miroir évoqué précédemment entre 2020 et 2021 a joué sur les contributions des différentes composantes du pouvoir d'achat, à l'exception notable de l'inflation ► **figure 4**. Les revenus d'activité ont contribué le plus, à hauteur de 5,0 points, en lien avec la reprise de l'activité, le dynamisme de l'emploi et le moindre recours à l'activité partielle. En 2020, la contribution négative des revenus

d'activité avait été en partie compensée par celle, positive, des prestations sociales⁶ et des impôts. En 2021, c'est le phénomène inverse qui se produit. L'ampleur nettement plus faible de la contribution négative des prestations sociales, de -0,6 point, reflète toutefois la poursuite partielle des dispositifs de soutien (activité partielle et fonds de solidarité). Enfin, poussée notamment par les prix de l'énergie, l'inflation a commencé à augmenter nettement au second semestre 2021, jusqu'à atteindre 2,8 % sur un an en fin d'année. Malgré cette hausse des prix, la croissance du pouvoir d'achat a été nette en moyenne annuelle (+2,3 %, soit 1,9 % par unité de consommation).

Du côté des entreprises, la valeur ajoutée (CVS-CJO) des sociétés non financières a augmenté de 9,6 % en 2021, en nette reprise après sa chute en 2020. Le taux de marge a quant à lui atteint 34,2 %, repassant même au-dessus du pic de 2019 (lié principalement à un effet d'enregistrement du CICE). Cette moyenne annuelle résulte cependant d'un premier semestre 2021 élevé, dans le sillage du rebond de la fin 2020, tandis que le second semestre 2021 a été un peu plus modéré. ●

Auteur :
Alette Cheptitski (Insee)

► 4. Variations annuelles du pouvoir d'achat et contributions de ses principaux déterminants



Note : les données sont corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).
Lecture : le pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages a augmenté de 2,3 % en 2021. La principale contribution à cette hausse est celle des revenus d'activité, qui s'élève à 5,0 points.
Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, base 2014 ; calculs Insee.

1 - "World Economic Outlook", FMI (avril 2022).
 2 - Estimation prenant en compte la correction des variations saisonnières et les effets des jours ouvrables.
 3 - Données révisées sur l'emploi salarié national, par rapport à celles mobilisées dans le chapitre « Emploi salarié » de ce bilan, suite à plusieurs changements méthodologiques ; en particulier les alternants sont inclus explicitement dans la dynamique de l'emploi des années 2019 à 2021.
 4 - Le chômage partiel, 27 avril 2022, Dares.
 5 - Les confinements ont rendu difficiles les démarches de recherche active d'emploi, ce qui influe sur la mesure du taux de chômage : en effet, un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus, sans emploi durant une semaine donnée, disponible pour travailler dans les deux semaines, et qui a effectué au cours des quatre dernières semaines une démarche active de recherche d'emploi.
 6 - Ce, pour des raisons en partie comptables : contrairement aux salaires, l'activité partielle n'est pas enregistrée dans les revenus d'activité, mais dans les prestations sociales.